

Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui

Dans un premier livre très remarqué, *Pouvoir politique et classes sociales*, Nicos Poulantzas s'était efforcé de répondre à la question : peut-on tirer une « politique » du marxisme ? D'une analyse approfondie et systématique des textes surgissait une réponse marxiste d'ensemble aux problèmes que se pose la science politique dans la société capitaliste aujourd'hui.

Poursuivant cet effort, Poulantzas s'attache ici à appliquer sa grille d'analyse aux situations concrètes, aux conflits sociaux qui se déroulent dans le cadre du capitalisme monopoliste aujourd'hui. Cela l'amène à examiner d'abord l'évolution actuelle du capitalisme vers l'internationalisation (multinationales), la concurrence et les contradictions capitalistes sous l'hégémonie américaine, enfin le rôle de l'État dans la phase actuelle. Partisan convaincu du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire, Poulantzas n'en est pas moins conduit à mettre ici l'accent principal sur les diverses couches de la bourgeoisie (l'adversaire) ainsi que sur les classes moyennes, anciennes et nouvelles (les alliés possibles) : c'est l'occasion pour l'auteur de prendre ses distances à l'égard du type d'alliances impliquées par la théorie communiste du capitaliste monopoliste d'État. C'est dire que ce livre théorique est tout entier sous-tendu par une réflexion actuelle sur la stratégie politique de la gauche.

Nicos Poulantzas

Nicos Poulantzas né à Athènes en 1936. Installé en France depuis 1960. Actuellement maître de conférence de sociologie à l'Université de Paris VIII et chargé d'enseignement à l'École pratique des hautes études.

A déjà publié :

Pouvoir politique et Classes sociales, Maspero, 1968 (traduit en six langues).

Fascisme et Dictature, Maspero, 1970 (traduit en cinq langues).

Nicos Poulantzas Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui

Extraits

1968 - 1974

Sociologie Politique

du Seuil, Paris

Sociologie Politique

Au Seuil

Imprimé en France 4-74

AVERTISSEMENT

© Editions du Seuil, 1974

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constituée une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

En présentant ce texte aux lecteurs, je leur dois quelques informations préalables.

I. Il s'agit d'une *série d'essais* qui portent principalement sur les classes sociales, et secondairement sur les appareils d'État, dans la phase actuelle du capitalisme monopoliste-impérialiste. Ces essais concernent pour l'essentiel les métropoles impérialistes, et notamment l'Europe.

a) Ces essais ne constituent donc pas une théorie systématique de ces formations sociales dans leur phase actuelle. Leurs limites sont imposées par des raisons objectives : il ne saurait revenir à un chercheur ou militant, ou même à un « groupe » de chercheurs ou militants, de faire cette théorie. Celle-ci ne peut être que le produit des organisations de lutte de classe de la classe ouvrière.

b) Si ces essais ont pour objet principal les métropoles impérialistes, et notamment les formations européennes, c'est que celles-ci constituent un champ spécifique : ce que je tente de fonder dès le premier essai.

2. Le caractère *partiel* de ces essais apparaît à travers les objets plus particuliers sur lesquels ils portent :

a) Ils tentent de cerner les caractéristiques générales de cette phase et leurs effets sur les formations sociales en question (premier essai) et les analyses plus précises concernant la bourgeoisie (deuxième essai) et la petite-bourgeoisie, petite-bourgeoisie traditionnelle et nouvelle petite-bourgeoisie — dite « nouvelles couches moyennes » — (troisième essai) : bref, ces analyses portent surtout sur *l'ennemi* et sur *des alliés* potentiels de la classe ouvrière.

Ces essais ne traitent donc pas *directement* de la classe ouvrière, classe fondamentale dans l'exploitation que fait subir la bourgeoisie

aux masses populaires, et à laquelle revient la direction du processus révolutionnaire. C'est surtout parce que les classes dont traite plus particulièrement ce texte ont été relativement négligées par la théorie marxiste. Or, et plus que jamais, le fait de bien connaître son ennemi et de savoir établir de justes alliances (de l'isolier) me semble un point essentiel de la stratégie révolutionnaire.

Je dis bien que ces essais ne traitent pas directement de la classe ouvrière; elle y est pourtant constamment présente, sous deux formes :

1) par le fait que les analyses portant sur la bourgeoisie, ses contradictions internes et son rapport actuel à l'État, renvoient en permanence à la contradiction principale, c'est-à-dire au rapport de la bourgeoisie à la classe ouvrière; 2) par le fait que les analyses sur la petite-bourgeoisie, la nouvelle petite-bourgeoisie notamment, portent sur les traits qui, à la fois, la rapprochent et la distinguent de la classe ouvrière, en référence donc aux traits propres à la classe ouvrière.

b) Ces essais, tout en s'appuyant sur les formes concrètes de la lutte de classe qui se mène actuellement, n'en sont pas l'inventaire ou l'exposé systématique. Je me suis plutôt penché sur les déterminations objectives de ces luttes, déterminations qui sont souvent négligées.

3. De ce caractère des essais qui suivent découlent d'autres particularités du texte :

Ces essais, tout en étant articulés entre eux, présentent, chacun, une unité propre. Cela donne lieu à certaines répétitions inévitables. Certains concepts et analyses théoriques, présents dans un des essais, sont parfois rappelés, parfois repris et approfondis dans les autres; c'est notamment le cas du rapport entre le premier et le deuxième essai; c'est notamment le cas du rapport entre, par exemple, la périodisation du capitalisme et les modifications des rapports de production marquant ses stades et phases, déjà présents dans le premier, sont repris et élargis dans le deuxième.

Avant leur insertion dans ce volume, seuls une partie de l'introduction (*Les Classes sociales et leur reproduction élargie*) et le premier essai (*l'Internationalisation des rapports capitalistes et l'État-nation*) avaient été publiés. Cette partie de l'introduction m'avait été originellement demandée par la CFDT, publiée par le Bureau de recherches et d'études économiques (BRAEO) de la CFDT (document photocopié) et reproduite par la suite dans *l'Homme et la Société* (n° 24-25, avril-septembre 1972); le premier essai est paru dans *les Temps modernes* (février 1973). Mais ces deux textes ont été considérablement modifiés d'après les remarques et critiques qui m'avaient été faites alors, et en considération de l'ensemble de ce volume.

4. Ces essais comportent à la fois des analyses théoriques et des analyses concrètes. J'ai opté pour un plan, qui me semble le seul juste, et qui consiste à lier étroitement, dans la présentation, les deux. Je n'ai pas fait de présentation préalable de propositions théoriques dont les analyses concrètes ne seraient que les illustrations, mais j'ai introduit les premières au rythme (au fur et à mesure) des analyses concrètes.

5. Les analyses portant sur la phase actuelle de l'impérialisme et traitant aussi des problèmes plus généraux concernent également, certes, les pays dominés et dépendants. Mais, l'objet principal du texte étant les formations impérialistes, et en particulier les formations européennes, le matériel empirique concerne pour l'essentiel ces formations. Et, à cet égard, la France reçoit ici un traitement privilégié, bien que ses différences avec les autres formations sociales en question soient marquées. Ce n'est pas parce qu'elle serait, tout au moins sous tous ses aspects, un cas *exemplaire*: c'est, plus simplement, parce que c'est ici que se situe mon expérience personnelle. Mais il est également net que les analyses que je fais concernent, avec des particularités certaines, l'ensemble de ces formations et, sous certains aspects, l'ensemble de la chaîne impérialiste.

6. Étant donné l'actualité et la complexité des problèmes dont je traite, d'une part, les raisons qui commandent le caractère non systématique et partiel de cet ouvrage de l'autre, les analyses exposées ici sont finalement, à mes yeux, *des propositions présentées à la discussion et à la rectification*. Elles n'ont rien de « définitif », entre autres parce qu'il ne s'agit pas d'un texte fini, mais d'analyses ouvertes à la critique. Cela explique également le caractère critique, parfois même « polémique », que revêtent souvent mes propres analyses. Au lieu de taire les différences et de choisir inévitablement de mettre des problèmes essentiels sous le boisseau, j'ai préféré insister sur elles, dans la mesure où *seule la critique fait avancer la théorie marxiste*. C'est dire que les critiques que je fais, sur des points précis, à certains auteurs, n'enlèvent pas, à mes yeux, leur valeur aux analyses qu'ils ont menées sur d'autres points, analyses qui m'ont beaucoup aidé.

Enfin, pour ne pas alourdir le texte, la littérature marxiste sur les sujets traités étant très vaste, j'ai volontairement limité mes références au strict nécessaire.

7. De nombreux concepts et analyses théoriques, présentés ici de façon relativement simple et directement centrés autour des

AVERTISSEMENT

problèmes actuels, renvoient à mes deux précédents ouvrages : *Pouvoir politique et Classes sociales* (Maspero, 1968) et *Fascisme et Dictature* (Maspero, 1970), où ils sont fondés et explicités. Je n'ai pas cru devoir reprendre l'ensemble de la démonstration, me contentant d'y renvoyer le lecteur. Mais certaines analyses et formulations y figurant, en particulier dans le premier, ont été *rectifiées* et *ajustées* dans le texte présent : le lecteur trouvera tous les développements théoriques nécessaires, en œuvre et en acte dans les analyses concrètes.

INTRODUCTION
LES CLASSES SOCIALES
ET LEUR REPRODUCTION ELARGIE

substrat réel, même si ce substrat est très loin d'être ce qu'en fait l'imagerie fantasmatique de la nouvelle petite-bourgeoisie : considérés en soi et pour l'ensemble de cette classe, ces passages sont en fait très limités, mais continuent à nourrir les illusions et les espoirs de ces agents, pour eux-mêmes et surtout pour leurs enfants.

Mais ce dernier phénomène non plus n'affecte pas de la même façon, et au même degré, l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoisie : il existe, en son sein, des différenciations appréciables, différenciations qui interviennent également, on le verra, dans sa division interne, en fractions de classe.

77

VII. LA DÉTERMINATION DE CLASSE DE LA PETITE-BOURGEOISIE TRADITIONNELLE

Avant d'aborder la question de l'idéologie petite-bourgeoise, il faudrait s'arrêter sur la détermination de classe de la petite-bourgeoisie traditionnelle. Je serai ici bien plus bref : la détermination structurelle de classe de celle-ci, qu'avait surtout en vue Marx, Engels et même Lénine, pose moins de problèmes que celle de la nouvelle petite-bourgeoisie.

En se limitant à la place de la petite-bourgeoisie traditionnelle dans les rapports de production, on peut dire que celle-ci comprend la *petite production* et la *petite propriété*.

a) *Petite production*: il s'agit pour l'essentiel de formes d'*artisanat* ou même de petites entreprises familiales, où le même agent est à la fois propriétaire/possesseur des moyens de production, et travailleur direct. On ne trouve pas, à proprement parler, d'exploitation économique, dans la mesure où ces formes de production n'emploient pas, ou alors ne le font que tout occasionnellement, des ouvriers salariés. Le travail est principalement fourni par le propriétaire réel ou par les membres de sa famille, qui ne sont pas rétribués sous forme de salaire. Cette petite production tire du profit de la vente de ses marchandises et par la redistribution totale de la plus-value, mais n'extorque pas directement du sur-travail.

b) *Petite propriété*: il s'agit principalement du *petit commerce* de la sphère de la circulation, où le propriétaire du fonds de commerce, aidé de sa famille, fournit le travail, et n'emploie qu'occasionnellement du travail salarié.

La place commune de ces deux ensembles de la petite-bourgeoisie traditionnelle dans les rapports de production, réside dans le fait que le travailleur direct est lui-même propriétaire des moyens de travail, c'est-à-dire dans le fait de la propriété et de l'absence d'exploitation directe de travail salarié. Cette petite-bourgeoisie ne relève pas du mode de production capitaliste mais de la *forme de production mar-*

sous-ensemble est constitué par les effets de l'idéologie bourgeoise (dominante) sur les aspirations propres des agents petits-bourgeois relativement à leur détermination spécifique de classe. Certes, les effets de l'idéologie bourgeoise (elle ne serait pas dominante sans cela) s'exercent également dans la classe ouvrière. Mais là, se heurtant aux pratiques de la classe qui est au cœur de l'exploitation capitaliste, ils revêtent d'autres formes que dans le cas de la petite-bourgeoise : sous les effets mêmes de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière pointe toujours ce que Lénine désignait comme « insinct de classe », et qui n'est rien d'autre que la résurgence constante, dans les pratiques, d'une détermination de la classe qui supporte, dans l'usine et la production matérielle, l'extraction de la plus-value.

Dans cette torsion-adaptation de l'idéologie bourgeoise aux aspirations propres de la petite-bourgeoise, celle-ci insère des « éléments » idéologiques spécifiques, relevant de sa propre détermination de classe : classe elle-même exploitée et dominée par le capital, mais de façon tout à fait distincte de l'exploitation et domination subie par la classe ouvrière.

Mais encore : dans une formation capitaliste, il existe en même temps une idéologie liée à la classe ouvrière. Comme le signalait Lénine, l'idéologie dominante elle-même (la « culture ») d'une formation capitaliste) comporte, dans son discours, des « éléments » relevant de cette idéologie : ceci peut aller jusqu'à prendre les formes indiquées par Marx, dans *Le Manifeste*, d'un « socialisme bourgeois » ou même, dans les dévots du capitalisme, et pour la classe des grands propriétaires terriens « féodaux », d'un « socialisme féodal ». Dans le cas de la petite-bourgeoise, cette situation est, bien entendu, différente : elle-même classe exploitée et dominée, cette situation s'exprime pour elle par le fait que son idéologie comporte, en articulation étroite avec les éléments propres à cette exploitation et domination particulières, des éléments propres à l'idéologie ouvrière, celle-ci étant présente effectivement dans le sous-ensemble idéologique petit-bourgeois de façon autrement plus directe et importante que dans le cas de l'idéologie dominante. Cette présence de l'idéologie ouvrière dans le sous-ensemble idéologique petit-bourgeois remplit des fonctions particulières, car elle correspond à l'effective polarisation de la petite-bourgeoise.

1. Ce rôle particulier de l'idéologie bourgeoise dans la constitution du sous-ensemble idéologique petit-bourgeois permet de saisir un fait décisif, qui revêt actuellement toute son importance : toute crise idéologique de la bourgeoisie se répercute directement au sein de la petite-bourgeoise, et même ainsi directement sur ses positions de classe.

Ce qui indique deux choses :

1. D'une part, que cette présence de l'idéologie ouvrière dans le sous-ensemble idéologique petit-bourgeois a toujours tendance à y être dominée à la fois par les éléments idéologiques spécifiquement petits-bourgeois, et par l'idéologie bourgeoise constitutivement présente, elle aussi, dans le sous-ensemble idéologique petit-bourgeois. Autrement dit, le sous-ensemble idéologique petit-bourgeois, terrain de lutte et un champ de bataille particulier entre l'idéologie bourgeoise et l'idéologie ouvrière, mais avec l'intervention propre des éléments spécifiquement petits-bourgeois. Ce terrain de lutte n'est pas un terrain vague : c'est un terrain d'ores et déjà circonscrit par l'idéologie bourgeoise et par les éléments idéologiques petits-bourgeois. Pour continuer dans la métaphore militaire, les conquêtes et avances de l'idéologie ouvrière, dans une formation capitaliste, sur ce terrain-là, pour qu'elles aient une importance décisive, ne sont pas moins constamment investies par ces éléments idéologiques petits-bourgeois. Plus simplement, même lorsque des secteurs petits-bourgeois adoptent des positions de la classe ouvrière, ils le font souvent en les investissant de leurs pratiques idéologiques propres. Mais ceci se fait de façon inégale car, pas plus que ce terrain n'est un terrain vague, il n'est un terrain uniforme, en raison des fractionnements/polarisation qui traversent la petite-bourgeoise dans sa détermination de classe : ce qui n'exclut donc pas que des pans entiers de la petite-bourgeoise non seulement adoptent des positions de classe de la classe ouvrière, mais qui plus est, puissent se placer sur le terrain même de l'idéologie ouvrière. C'est là notamment un des rôles des organisations révolutionnaires de la classe ouvrière.

2. Mais tout ceci indique, d'autre part, que les éléments idéologiques spécifiques de la petite-bourgeoise peuvent, eux aussi, avoir des effets sur l'idéologie de la classe ouvrière, et ce, en raison de la détermination propre de classe de la petite-bourgeoise, de façon particulière, par rapport aux effets spécifiques de l'idéologie bourgeoise. C'est même là le danger principal qui guette en permanence la classe ouvrière : il peut prendre la forme d'une convergence amalgamée de ces éléments et de l'idéologie ouvrière, sous la figure notamment du socialisme petit-bourgeois au sein de la classe ouvrière, mais on sait qu'il avait également revêtu, par le passé, la forme de l'anarchosyndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire.

On doit ainsi avoir ces remarques en vue dans les analyses qui suivront. En fait, elles relèvent de présupposés importants : les

diverses idéologies et sous-ensembles idéologiques n'existent constitutivement que dans une lutte idéologique de classe, et doivent être principalement considérés non pas sous la forme d'ensembles conceptuels constitués, mais dans leur matérialisation en pratiques de classe. C'est à partir de ces principes que l'on doit considérer la question des effets de l'une sur l'autre. Il ne s'agit pas d'ensembles préconstitués qui agiraient « ensuite » sur les « autres » par *intermédiaires-relais*, selon l'image simpliste d'une série de chaînons idéologiques « véhiculant » vers les autres leurs interactions, bref d'une chaîne d'« influences »). *La conception même de « véhicules-relais » (d'« influences réciproques ») dans la constitution du champ idéologique est fondamentalement fautive* : la lutte idéologique est présente comme telle dans la constitution de toute idéologie de classe, c'est-à-dire en son sein même. Ceci est singulièrement le cas pour le sous-ensemble idéologique petit-bourgeois, qui n'est ni un « relais » ni une courroie de transmission pour l'« influence » de l'idéologie bourgeoise sur la classe ouvrière. S'il intervient dans ces effets, c'est en ce qu'il est lui-même le lieu d'une co-présence particulière de l'idéologie bourgeoise, de l'idéologie ouvrière et des éléments idéologiques petits-bourgeois.

II

Compte tenu ainsi de la détermination de classe de la *nouvelle petite-bourgeoise* on y découvre les traits idéologiques principaux suivants :

a) Un aspect idéologique anticapitaliste mais qui penche fortement vers les illusions réformistes. L'exploitation de cette nouvelle petite-bourgeoise est principalement vécue sous la forme du salaire, alors que la structure du mode de production capitaliste et le rôle, dans l'exploitation, de la propriété, mais aussi de la possession, des moyens de production restent souvent cachés (salaire non productif). Les revendications sont essentiellement liées à la question des revenus, se concentrant souvent sur une *redistribution des revenus* par le biais d'une « justice sociale » et d'une politique « égalitaire » de la fiscalité, base constamment récurrente du socialisme petit-bourgeois. Bien

1. L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », in *la Pensée*, 1970. C'est là, on le sait, l'erreur de fond des diverses « enquêtes sociologiques » qui essaient de saisir la « conscience » des diverses classes sociales ou fractions de classe à partir de « questions » et de « réponses » de leurs agents, et dont les exemples abondent. Voir à ce sujet les remarques justes de D. Vidal, *Essai sur l'idéologie*, 1971.

qu'hostiles à la « grosse richesse », les agents petits-bourgeois sont par ailleurs souvent attachés au maintien de hiérarchies salariales, tout en insistant sur la nécessité d'une « rationalisation » plus juste. On trouve ici la crainte permanente de la prolétarianisation, crainte qui s'exprime en résistances à l'égard d'une transformation révolutionnaire de la société, en raison de l'insécurité vécue au niveau des salaires, et sous la forme du fétichisme monétaire. Cela, accouplé à l'isolement propre de ces agents dans la concurrence sur le marché du travail capitaliste et dans leurs conditions mêmes de travail, agents pour lesquels ne joue pas la socialisation du procès de travail (et donc la *solidarité* de classe) propre à la classe ouvrière directement engagée dans la production, donne lieu aux *formes corporatistes* particulières de la lutte syndicale : cet isolement concurrentiel est à la base d'un processus idéologique complexe qui revêt la figure de l'*individualisme petit-bourgeois*.

b) Un aspect de contestation des rapports politiques et idéologiques auxquels ces agents sont soumis, qui penche fortement non pas vers la subversion de ces rapports, mais vers leur réaménagement par la « participation ». Revendications, par rapport au capital, pour assurer une plus grande part de « responsabilité » dans les « pouvoirs de décision » et pour une « requalification », à sa « juste valeur », de leur travail intellectuel : ce qui ne va pas en général jusqu'à la mise en cause de la division même travail intellectuel/travail manuel dans leurs relations à la classe ouvrière. Bien au contraire, cela s'exprime souvent par des revendications d'une « rationalisation » de la société, qui laisserait le « travail intellectuel » sépanoir pleinement sans de gauche ». On connaît notamment la forme ambiguë, pour ne citer qu'un exemple, que revêtent les revendications de l'« auto-gestion » chez certains ensembles petits-bourgeois (techniciens par exemple), revendications qui signifient pour eux prendre, sous une forme nouvelle, la place de la bourgeoisie, alors qu'elles recouvrent, pour la classe ouvrière, le contrôle ouvrier. Revendications qui prennent ainsi la forme d'une fixation sur les formes d'« organisation », d'exigences de « décentralisation » du processus de décision, de réaménagement du cadre « autoritaire » du travail, etc., mais sans remise en cause plus profonde. La lutte antiautoritaire qui se développe ici, sous la forme de révoltes contre la bureaucratiasation et la parcelisation du travail intellectuel, est loin d'atteindre la portée et le contenu de la lutte anti-hiérarchique ouvrière. Les agents petits-bourgeois sont par ailleurs fortement attachés à une hiérarchie,

certes « réaménagée », à la fois dans leurs rapports internes et dans leurs rapports avec la classe ouvrière.

Inutile de signaler enfin que cet aspect n'est pas général, ni constant pour l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise. L'aspect parallèle d'une soumission et intériorisation des « valeurs morales », de l'« ordre », de la « discipline », de l'« autorité », de la « hiérarchie légitime » de la direction etc., peut souvent être présent dans des ensembles soumis à la division sociale du travail que l'on a signalés, et qui, tout en contestant leurs conditions d'existence et en offrant des bases d'appui appréciables à des gouvernements social-démocrates, fournissent en même temps une base, tout aussi appréciable, à la fameuse majorité silencieuse.

c) Un aspect idéologique d'une transformation de leur condition, liée non pas au changement révolutionnaire de la société, mais au *mythe de la passerelle*. Pour de la prolétarianisation par le bas, attirance vers la bourgeoisie par le haut, la nouvelle petite-bourgeoise aspire souvent à la « promotion », à la « carrière », à l'« ascension sociale », bref à devenir bourgeoise (voir les aspects idéologiques du *minimalisme bourgeois*) par le passage « individuel », vers le haut, des « meilleurs » et des « plus capables » : on retrouve encore l'individualisme petit-bourgeois. Pour cette nouvelle petite-bourgeoise, cela se concentre en particulier sur l'appareil scolaire, étant donné le rôle qu'il joue à son égard. Croissance donc à la « culture neutre » et à l'appareil scolaire comme échelle de passage et conçoit de circulation par la promotion et l'accession des « meilleurs » à la condition bourgeoise, ou en tout cas à une condition supérieure dans la hiérarchie propre au travail intellectuel. Revendications donc d'une « démocratisation » des appareils, pour qu'ils offrent une « égalité des chances » aux « individus » les plus aptes à participer au « renouvellement des élites », sans mise en cause de la structure même du pouvoir politique : la conception élitiste de la société, sous la forme de la « méritocratie », est étroitement articulée aux aspirations de justice sociale de la petite-bourgeoise. Cette attitude ne se limite pas au seul appareil scolaire : elle peut s'étendre, à des degrés inégaux selon les formations sociales, à l'ensemble des appareils d'État (c'est parfois le cas pour l'armée elle-même) conçus comme échelles de promotion de leurs agents subalternes et intermédiaires, souvent issus du sein de la petite-bourgeoise. On peut traduire cette attitude de la petite-bourgeoise en disant que, pour elle, on ne brise pas les « échelles » par lesquelles on imagine pouvoir s'élever.

d) Un aspect idéologique de ce « fétichisme du pouvoir » dont

312

paraît Lénine, et qui concerne cette fois-ci l'attitude à l'égard du pouvoir politique de l'État. En raison de la situation de cette petite-bourgeoise comme classe *intermédiaire*, polarisée entre la bourgeoisie (individualisme petit-bourgeois), celle-ci a une forte tendance à considérer l'État comme une force neutre en soi, dont le rôle serait d'opérer un *arbitrage* parmi les classes sociales en présence. La domination de classe qu'elle subit par le biais de l'État de la part de la bourgeoisie, est souvent perçue comme une déformation « technique » de l'État, réaménageable par une « démocratisation » qui le rendrait conforme à sa vraie nature : revendications fixées sur l'« humanisation » et la « rationalisation » de l'« administration », contre le « centralisme bureaucratique » de l'État etc., qui ne décèlent pas la nature même du pouvoir politique.

Mais il y a plus : il faut prendre en considération, d'une part, cette situation intermédiaire et l'individualisme petit-bourgeois, qui conditionnent l'impossibilité pour la petite-bourgeoise de s'organiser, à long terme, en un parti politique propre et autonome; d'autre part : a) la situation de la petite-bourgeoise par rapport au travail intellectuel et le fait que l'appareil d'État lui-même, consacrant la division travail intellectuel-travail manuel, soit situé du côté du travail intellectuel;

b) le fait que l'organisation étatique présente la consécration de la hiérarchie et autorité bureaucratique à laquelle sont soumis une large partie des agents petits-bourgeois;

c) enfin, le rôle des appareils d'État dans la distribution-qualification des agents petits-bourgeois.

Ces faits déterminent souvent une attitude complexe d'*identification* de la petite-bourgeoise à un État qu'elle considère comme étant de droit son État et son représentant et organisateur politique légitime. On sait que cela s'est exprimé longtemps, en France, par le jacobinisme républicain de gauche, qui est loin d'avoir disparu. Le rôle de l'État comme appareil de domination de classe est vécu comme le « perversion » d'un État dont il faudrait « restaurer l'autorité » en le « démocratisant », c'est-à-dire en l'ouvrant à la petite-bourgeoise, en lui faisant respecter l'« intérêt général », étant entendu que l'« intérêt général » correspond au sien comme classe intermédiaire, médiane entre la bourgeoisie et le prolétariat : c'est ici que l'on trouve une tendance à la conception de l'« État corporatiste » : forme dégradée du fameux *socialisme d'État*. A quoi il faudrait ajouter que cet aspect idéologique est particulièrement frappant dans les échelons

313

petits-bourgeois de *fonctionnaires*, eux-mêmes soumis directement à cette idéologie interne qui marque l'État comme appareil : l'aspect idéologique de l'État neutre et représentant de l'intérêt général joue plus particulièrement ici, en tant qu'élément essentiel de l'idéologie interne des appareils d'État.

On sait que ces aspects idéologiques prennent souvent la forme de revendications d'un « socialisme » par le biais de l'« État du bien-être » (l'« État social »), régulateur et correcteur des « inégalités sociales ». Mais on sait aussi qu'elles peuvent s'articuler, parallèlement, à certains aspects de l'« État fort » sous la forme du *césarisme social* : ceci s'est exprimé, par le passé, dans le rapport spécifique entre les divers fascismes et bonapartismes et de larges secteurs de cette nouvelle petite-bourgeoisie.

e) Mais ces aspects se conjuguent également aux formes particulières de la *révolte* de ces agents petits-bourgeois contre leurs conditions d'existence, formes liées aussi à leurs déterminations de classe. La question est vaste, et rejoint le problème des explosions de classe : aussi ne m'arrêterai-je que pour indiquer que les explosions violentes de révoltes revêtent parfois chez eux des formes de « jacqueries petites-bourgeoises », liées à l'individualisme petit-bourgeois : culte de la violence comme telle, aliée au mépris de la question de l'organisation; réactions globalement antistatiques recouvrant directement par là les formes de l'« anarchisme petit-bourgeois », etc. Révoltes caractéristiques de situations où ces agents, privés de projet politique autonome à long terme et n'ayant pas rejoint les positions de la classe ouvrière, agissent de façon symétriquement opposée aux attitudes qui les déterminaient auparavant, donc par une révolte encore déterminée, par opposition, par l'idéologie bourgeoise. On sait que c'est là le nœud de l'« ultra-gauchisme petit-bourgeois ».

III

Venons-en maintenant à la *petite-bourgeoisie traditionnelle*. Celle-ci, bien qu'occupant une place différente de celle de la nouvelle petite-bourgeoisie dans les rapports économiques, est pourtant caractérisée, au niveau idéologique, et en dépit de différences certaines, par des *traits analogues* à celle-ci. C'est parce que les rapports économiques qui sont propres à la place de la petite-bourgeoisie traditionnelle la situent, elle aussi, et par des traits spécifiques, dans une *polarisation* par rapport à la bourgeoisie et à la classe ouvrière. Cette commu-

nauté d'effets idéologiques se traduit dans des analogies des positions de ces deux ensembles, affectés par la polarisation de classe.

On peut donc soutenir que ces deux ensembles relèvent de la même classe, la petite-bourgeoisie. *Mais à condition de préciser tout de suite que la petite-bourgeoisie n'est pas une classe comme les deux classes fondamentales de la formation sociale capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat, et ne présente notamment pas l'unité qui caractérise celles-ci.* La petite-bourgeoisie traditionnelle (petits commerçants, artisans) n'est pas assimilable à la nouvelle petite-bourgeoisie de la même façon, par exemple, que le capital bancaire l'est au capital industriel, dans le cas de la bourgeoisie. Les hétérogénéités dans les rapports économiques des ensembles petits-bourgeois demeurent. Si l'on peut considérer la petite-bourgeoisie traditionnelle et la nouvelle petite-bourgeoisie comme relevant d'une même classe, c'est que les classes sociales ne peuvent être déterminées que dans la lutte des classes, et que ces ensembles sont polarisés précisément par rapport à la bourgeoisie et au prolétariat.

Ces effets idéologiques, dans le cas de la petite-bourgeoisie traditionnelle, relevant pour l'essentiel de la forme de production marchande simple, ont été largement étudiés par Marx, Engels et Lénine. Ils tiennent dans ce cas au fait que, au niveau économique, la petite production et la petite propriété : 1) se distinguent à la fois de la bourgeoisie (elles ne font pas partie du capital tout court et sont progressivement écrasées par lui) et de la classe ouvrière (leurs agents sont propriétaires des moyens de production et du fonds de commerce et, bien que travailleurs directs, n'accomplissent pas, ce qui est important pour l'artisanat, du travail productif capitaliste — plus-value —); 2) se rapprochent à la fois de la bourgeoisie (propriété à laquelle ils sont farouchement attachés) et de la classe ouvrière (ils sont eux-

1. C'est notamment la thèse que j'avais défendue et essayé de démontrer dans *Fascisme et Dictature*, quoique probablement de façon trop abrupte, car elle ne faisait pas partie de l'objet essentiel de mes analyses. Elle me semble pourtant toujours fondamentalement juste. Je signale que, depuis la même thèse a été défendue, quoique de biais, par Baudelot et Estabiet : « La petite-bourgeoisie... est composée de couches sociales hétérogènes héritées de modes de production antérieurs... et de couches nouvelles produites par le développement du mode de production capitaliste... L'unité de ces différentes couches au niveau de l'instabilité économique est faite de négations (ni bourgeois, ni prolétaires); cette unité n'est pas seulement celle d'un résidu que la théorie aurait du mal à intégrer; elle repose sur les contradictions objectives dans les conditions matérielles d'existence de chaque petit-bourgeois. Le ciment de son unité se situe au niveau idéologique et s'exprime dans des formations de compromis constamment renouvelées, mais identiques dans leur structure, entre l'idéologie bourgeoise et l'idéologie prolétarienne. » (*L'École capitaliste en France*, p. 169, note 28.)

mêmes les travailleurs directs)¹. Cette polarisation a souvent, au niveau idéologique, les effets suivants :

a) Un aspect idéologique anticapitaliste de « statu quo » : contre la « grosse richesse » et les « grosses fortunes », mais crainte souvent d'une transformation révolutionnaire de la société, car cet ensemble tient farouchement à sa (petite) propriété et craint sa prolétarianisation. Revendications fortes contre les monopoles, cette petite-bourgeoisie étant progressivement écrasée et éliminée par le capitalisme monopoliste, mais souvent sous la forme d'un retour en arrière vers l'« égalité des chances » d'une « juste concurrence », telles que la fantasmagorie de cette petite-bourgeoisie se les représente dans son passé au stade du capitalisme concurrentiel. Cette petite-bourgeoisie veut souvent des changements sans que le système change : on y décèle également l'aspiration à une « participation » dans la « distribution » du pouvoir politique, sous la forme d'un État corporatiste, et des résistances caractéristiques quant à la transformation radicale de ce pouvoir.

b) Un aspect idéologique fortement lié non pas à la transformation radicale de la société, mais au mythe de la passerelle : celui-ci s'articule sur l'isolement économique de ces agents petit-bourgeois dans le domaine de la concurrence, ce qui donne également lieu à l'individualisme petit-bourgeois. Peur de la prolétarianisation par le bas, attirance vers la bourgeoisie par le haut : ces agents petits-bourgeois aspirent eux aussi à devenir bourgeois, par l'accès « individuel » vers le haut (en devenant petits entrepreneurs) des « meilleurs » et des « plus capables ». Cet aspect prend souvent, ici aussi, des formes élitistes, d'un renouvellement des « élites », d'un remplacement de la bourgeoisie « qui ne remplit pas son rôle » par la petite-bourgeoisie, et ce par le biais d'une « démocratisation » de la société capitaliste.

c) Un aspect idéologique du félicisme du pouvoir. Du fait de son isolement économique (individualisme petit-bourgeois), et de sa distinction de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, croyance à l'État neutre au-dessus des classes : cette petite-bourgeoisie attend que cet État, dûment « démocratisé », lui apporte d'« en haut » la pluie et le beau temps, bref arrête son déclin, ce qui n'exclut pas les pressions

1. Remarquons ici, encore incidemment, que le rôle de la division travail intellectuel/travail manuel est secondaire pour la détermination de classe de ces agents, car, précisément, relevant de la forme de production marchande simple, ils ne sont pas directement soumis, dans leurs rapports à la bourgeoisie et à la classe ouvrière, à cette division sous sa forme *spécifiquement capitaliste* (cas patent pour l'artisan).

violentes contre l'État. Mais il y a plus : l'isolement petit-bourgeois, conjugué à l'incapacité générale de cette petite-bourgeoisie de s'organiser en un parti propre et autonome, le fait qu'elle considère également les appareils d'État (l'administration, l'armée, la police, etc.) comme des passerelles vers le haut, donnent souvent lieu à une statolâtrie. Cette petite-bourgeoisie aussi s'identifie dans ces cas à l'État, dont la neutralité rejoindrait la sienne, et se conçoit, comme une classe neutre entre la bourgeoisie et le prolétariat, pilier donc d'un État qui serait « son » État : elle aspire toujours à l'« arbitrage » social. Cet État apparaît alors comme l'« organisateur » politique direct, par le biais de ces branches et appareils, de cette petite-bourgeoisie. Celle-ci, qui a été souvent un des piliers de l'ordre « démocratique républicain », et, aussi, une pièce essentielle d'un « jacobinisme » de gauche, voire d'un socialisme petit-bourgeois, a également apporté un appui de masse aux divers bonapartismes et fascismes.

d) Cette attitude complexe de la petite-bourgeoisie traditionnelle à l'égard de l'État tient d'ailleurs également à l'idéologie qui lui est inculquée par les appareils idéologiques d'État : le rôle principal à cet égard revient ici non pas tellement à l'appareil scolaire (travail intellectuel), mais à cet appareil spécifique qu'est la famille : ce qui tient au rôle de l'*exploitation familiale* dans la forme d'existence économique de ces agents. C'est là, pour cette petite-bourgeoisie, un des lieux les plus sûrs d'inculcation de l'idéologie bourgeoise, en raison du rôle décisif de résistance à une transformation radicale des rapports sociaux que joue la famille, mais qui est particulièrement efficace pour ces agents, qui rejoignent ainsi la nouvelle petite-bourgeoisie dans le couple *famille-école*.

e) Enfin, dernier élément, qui est assez connu pour l'on n'y insiste pas : les formes de révolte violente qui, dans des conjonctures déterminées, caractérisent cette petite-bourgeoisie sont, privée qu'elle est, d'une position politique autonome de classe à long terme, et lorsqu'elle n'a pas adopté des positions de la classe ouvrière, souvent celles des « jacqueries petites-bourgeoises », marquées par l'« anarchisme » propre à l'individualisme petit-bourgeois.

IV

Cette communauté d'effets idéologiques pour l'ensemble de la petite-bourgeoisie se traduit sur le plan des *positions de classe*.

En effet, la petite-bourgeoisie n'a pas de position politique de classe propre et autonome à long terme. Cela veut dire, tout simplement,

qu'il n'y a, dans une formation sociale capitaliste, que la voie bourgeoise et la voie prolétarienne (la voie socialiste) : il n'existe pas de « troisième voie », à l'encontre des diverses conceptions de la « classe moyenne ». Les deux classes fondamentales sont la bourgeoisie et la classe ouvrière : il ne peut notamment exister de « mode de production petit-bourgeois ». Ce qui fait, entre autres, que la petite-bourgeoisie n'a jamais été, nulle part, la classe politiquement dominante. Ce qui s'est parfois présenté, c'est :

1) qu'elle ait, dans des conjonctures et régimes déterminés, détenu la simple place de *classe régnante*, recouvrant la domination politique et l'hégémonie de la bourgeoisie. Ce fut notamment le cas pour la première période des fascismes, mais aussi, actuellement encore, dans certaines dictatures militaires et bonapartistes de pays dépendants, soit sous la forme « progressiste », recouvrant alors la domination politique de certains secteurs de la bourgeoisie à velléités « nationales » (Perou par exemple ou, par le passé, le populisme péroniste) ; soit sous la forme « réactionnaire », recouvrant alors la domination politique de la bourgeoisie compradore (Brésil par exemple). Mais, le cas s'est également présenté, sous d'autres formes, dans des pays européens : on n'a qu'à mentionner la forme des débuts de la III^e République en France ou, encore actuellement, certains régimes sociaux-démocratiques.

2) qu'elle ait réussi, par le biais de certains régimes et crises partielles, à déloger une large part de l'ancienne bourgeoisie et à prendre, par des procès économico-politiques complexes, sa place (cas de l'Égypte de Nasser par exemple) ou même à se substituer, sous la forme de *bourgeoisie d'État* notamment, à la bourgeoisie colonialiste étrangère (c'est le cas pour certains pays africains) : mais, dans ces cas, elle est classe politiquement dominante en tant que bourgeoisie précisément (bourgeoisie dont elle a occupé la place), et plus du tout en tant que petite-bourgeoisie.

Revenons à notre problème : le fait qu'elle n'ait pas de position politique de classe autonome à long terme, signifie que les positions de classe de la petite-bourgeoisie ne peuvent que se situer dans le rapport de force bourgeois/classe ouvrière, et rejoindre par là (jouer pour ou contre) soit les positions de classe de la bourgeoisie, soit les positions de classe de la classe ouvrière.

Certes, ceci se fait de façon complexe : tout d'abord, parce que la petite-bourgeoisie peut néanmoins intervenir, dans des conjonctures déterminées, et à court terme, sur la scène politique comme *authentique*

que force sociale, avec un poids propre et d'une façon relativement autonome : élément essentiel qui a souvent échappé à l'analyse marxiste et à la pratique des partis communistes au temps de la 3^e Internationale. Mais, même dans ces cas assez rares (car ils impliquent le fait exceptionnel d'une organisation de la petite-bourgeoisie en un parti petit-bourgeois spécifique), cette position conjoncturelle relativement autonome joue, elle aussi, située dans la perspective historique à plus long terme, soit pour la bourgeoisie, soit pour la classe ouvrière. Cette complexité est également due au fait que, souvent, lorsque les positions petites-bourgeoises rejoignent les positions de l'une ou l'autre classe fondamentale, ceci se fait de façon indirecte : c'est tout d'abord le cas lorsque ces positions rejoignent la position de classe bourgeoise. Le processus ne prend que rarement la forme d'une alliance directe, explicite et déclarée bourgeois-petit-bourgeoisie, car cette alliance est de fait extrêmement contradictoire et explosive, mais se réalise par le biais d'un appui particulier offert par la petite-bourgeoisie à l'État, qu'elle considère comme « son » État. Enfin, c'est également le cas, sous une forme différente, lorsque ces positions rejoignent la position de classe prolétarienne : elles le font en continuant à être marquées par les aspects idéologiques petits-bourgeois.

Cette polarisation de la position de classe de la petite-bourgeoisie, due à sa polarisation dans la détermination structurelle de la division sociale du travail (classe intermédiaire), se traduit par le fait connu de son *instabilité politique*, et de son « oscillation » ou « balancement » d'une position de classe bourgeoise à une position de classe prolétarienne. Ces ensembles petits-bourgeois peuvent souvent « basculer », suivant les conjonctures, et parfois dans des laps de temps très brefs, d'une position de classe prolétarienne à une position de classe bourgeoise, et vice versa (et l'on n'a qu'à rappeler ici le processus récent, en France, en mai et juillet 1968). Étant bien entendu que ce terme d'« oscillation » ne doit pas être pris dans le sens d'un trait de nature ou d'essence de la petite-bourgeoisie, mais renvoie à sa situation dans la lutte des classes. Cette oscillation n'est pas une chute libre, mais dépend des limites posées par les stades et phases du capitalisme et les conjonctures qui les marquent.

Or, cette polarisation des positions de classe traverse, de part en part, et suivant des lignes complexes, la petite-bourgeoisie dans son ensemble, à la fois la petite-bourgeoisie traditionnelle et la nouvelle petite-bourgeoisie. Ce qui se traduit par le fait que, dans l'écrasante majorité des conjonctures d'une formation capitaliste, en particulier

dans leur phase actuelle, il y a des « parties » de la petite-bourgeoisie traditionnelle et de la nouvelle petite-bourgeoisie qui adoptent la position de classe bourgeoise, et des « parties » qui adoptent la position de classe prolétarienne.

Ce qui renvoie ainsi directement à une autre série de questions qui concerne en premier lieu, vu son importance actuelle, la *nouvelle petite-bourgeoisie* :

1) Dans quelle mesure sa polarisation de position de classe vers la classe ouvrière recouvre-t-elle des transformations actuelles affectant ses conditions d'existence?

2) Dans quelle mesure la polarisation différentielle des positions de classe au sein même de la nouvelle petite-bourgeoisie (des « parties » de celle-ci adoptant des positions de classe bourgeoise, d'autres des positions de classe prolétarienne) recouvre-t-elle des différenciations en fractions de classe? Et, dans ce cas, comment délimiter ces fractions?

3) Quelle est la situation actuelle, à cet égard, de la petite-bourgeoisie traditionnelle?

IX. LA SITUATION ACTUELLE ET LA QUESTION DES FRACTIONS DE CLASSE DE LA NOUVELLE PETITE-BOURGEOISE

1. Les transformations actuelles

I

Je traiterai donc d'abord le problème en ce qui concerne la nouvelle petite-bourgeoisie. Considérant que c'est là en effet le problème principal, je ne m'attarderai pas sur la rampeuse question de l'augmentation actuelle de cette petite-bourgeoisie par rapport à la classe ouvrière dans les pays capitalistes développés, et me contenterai de quelques remarques très brèves.

Les diverses conceptions de la « tertiarisation » du monde, qui étaient déjà apparues entre les deux guerres et qui se sont multipliées après 1945, se fondaient en fait principalement sur : a) une conception techniciste des « progrès technologiques » (automatisme, etc.) supposant une « révolution technique et scientifique » qui, développée indépendamment des rapports de production, impliquerait, comme telle et de soi, une diminution radicale de la classe ouvrière; b) une prodigieuse manipulation des statistiques, dont l'exemple idéologique le plus patent est celui de la distinction entre secteurs « primaire », « secondaire » et « tertiaire », face à laquelle même les « catégories socio-professionnelles » de l'INSEE apparaissent comme un exemple de rigueur, et ce n'est pas peu dire; c) le cas des Etats-Unis comme les autres métropoles impérialistes, notamment l'Europe, mais aussi les pays « sous-développés ».

La fausseté des deux premiers présupposés est trop évidente pour que j'y insiste. Mais, je saisis l'occasion offerte par le dernier point pour dire tout d'abord que, dans la phase actuelle d'internationalisation des rapports capitalistes, l'augmentation absolue et relative de la classe ouvrière doit être en premier lieu saisie dans l'ensemble de la

chaîne impérialiste, et non pas dans la seule zone des métropoles, ou dans telle ou telle métropole. Et, pour aller plus loin, il est clair que la situation des États-Unis à ce sujet ne saurait être considérée comme exemplaire pour l'Europe. La diminution importante, absolue et relative, de la classe ouvrière américaine par rapport à l'augmentation des salaires non productifs aux États-Unis, manifeste notamment après la Deuxième Guerre mondiale, est due pour l'essentiel à la fois à l'importance de l'exportation du capital américain, et au fait que les États-Unis sont devenus en quelque sorte le centre administratif mondial (voie qui ne saurait préfigurer celle de l'Europe). Je n'apporterais ici qu'un argument *a contrario* : la situation de la Grande-Bretagne, où le nombre des salariés non productifs, qui avait accusé une augmentation considérable, a subi une régression caractéristique à partir du moment où ce pays a cessé de jouer le rôle d'une puissance impérialiste de premier ordre.

Il ne reste pas moins que l'augmentation rapide des salariés non productifs reste un fait réel et important dans les principaux pays capitalistes développés. Tout en ne me risquant pas à avancer des chiffres précis (ce qui demanderait un travail rigoureux et considérable qui, à mon sens, n'a pas encore été mené à bien¹), je dirai pour la France ceci : la classe ouvrière, qui est en augmentation absolue et relative, a augmenté de 1954 à 1968 de + 5-6 % environ (se situant actuellement entre 41 et 42 % de la population active), les salariés non productifs ayant présenté un rythme d'augmentation plus important, environ + 10 %. Encore qu'il faille avoir toujours sous vue les chiffres absolus auxquels ces proportions s'appliquent : le + 5-6 % de la classe ouvrière représente un chiffre absolu d'individus considérablement supérieur au + 10 % des salariés non productifs.

Quoi qu'il en soit, les principales raisons de ce phénomène, « abstraction faite des particularités de chaque formation sociale, sont dues aux caractères du capitalisme monopoliste, notamment dans sa phase actuelle :

a) Le déplacement de la dominante, dans l'exploitation de la classe ouvrière, vers l'exploitation intensive du travail (qui inclut la question de la productivité du travail et des transformations technologiques) et qui connote une diminution de la part proportionnelle du travail vivant par rapport au travail mort;

1. Je signale ici les articles fort intéressants, compte tenu des réserves faites à l'égard des conceptions du Capitalisme monopoliste d'État, de Cl. Quin et Ch. Lucas, in *Economie et Politique*, juin 1973.

b) l'extension du salariat par la soumission (subsumption) radicale de la force de travail des secteurs non productifs au capital monopoliste, accouplée aux effets de dissolution actuelle, par le capitalisme monopoliste, des autres formes de production (diminution des divers « indépendants »);

c) l'augmentation considérable, mais subordonnée, des activités ayant trait à la commercialisation des produits et à la circulation des marchandises (diversification des produits finis), mais aussi à la réalisation du capital (capital-argent, banques, assurances, etc.);

d) l'augmentation, considérable également, du nombre des *fonctionnaires d'État* (services publics compris), qui entre pour une large part dans l'augmentation générale du salariat non productif, et qui tient aux fonctions d'intervention accrues de l'État propres au capitalisme monopoliste et notamment à sa phase actuelle.

Mais je dis bien que, une fois les diverses idéologies de la « tertiarisation du monde » écartées, cet aspect du problème n'est pas le plus important : d'une part, parce que le rôle hégémonique de la classe ouvrière ne saurait être apprécié sur une base statistique de chiffres d'autre part, parce que la question essentielle, aujourd'hui plus que jamais, est celle des *alliances* de la classe ouvrière.

II

Je reviens ainsi à la question des fractions de classe de la nouvelle petite-bourgeoise. En effet, les coordonnées communes, et leurs effets idéologiques, de la détermination de classe de la nouvelle petite-bourgeoise montrent simplement (mais c'est déjà très important) que celle-ci, et ses ensembles, se distinguent de la classe ouvrière : ils peuvent ainsi, d'une part, être toujours polarisés vers la bourgeoisie et, d'autre part, même lorsqu'ils sont polarisés vers la classe ouvrière, ils restent souvent marqués, dans leurs positions, par les effets idéologiques propres à leur classe.

Mais on avait déjà remarqué que cette détermination de classe dans la division sociale du travail, que ce soit dans l'ordre de l'exploitation, dans l'ordre de la division travail intellectuel/travail manuel, dans l'ordre de la bureaucratisation de leur procès de travail (rapports idéologico-politiques), et dans l'ordre de la reproduction des agents, bien que délimitant une place commune pour l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise, d'une part ne la marquait pas, dans son ensemble, exactement au même façon, d'autre part introduisait en même temps des *clivages* au sein de la nouvelle petite-bourgeoise.

C'est sur ces clivages qu'on insistera maintenant, en introduisant

quelques éléments particuliers concernant la situation actuelle. Mais il ne faut pas perdre de vue :

- a) que, si l'on insiste sur ces éléments *maintenant*, c'est pour souligner précisément qu'ils ne changent rien quant à l'appartenance de classe des ensembles de la nouvelle petite-bourgeoise, ceux-ci restant petits-bourgeois (ce qui est essentiel pour la question des alliances);
- b) que ces éléments n'apparaissent pas pour la première fois dans la phase actuelle du capitalisme monopoliste, mais ne sont que l'accentuation de tendances déjà en œuvre pendant la période de l'entre-deux-guerres, celle de la phase de consolidation du capitalisme monopoliste : ce qui est une réponse indirecte à ceux qui soutiennent que les éléments « actuels » conduiraient inéluctablement à des transformations automatiques des positions de classe de ces agents par rapport à des positions de classe « antérieures ».

Il ne reste pas moins que ces transformations actuelles sont très importantes : *elles s'articulent aux changements que trace au sein de la nouvelle petite-bourgeoise sa détermination de classe, et accusent ces changements.* Ces changements dessinent déjà les contours de fractions de la nouvelle petite-bourgeoise, dont certains présentent des conditions objectives, nettes actuellement, pour l'adoption de positions de classe prolétariennes. C'est même le recouvrement partiel de ces changements dédoublés, qui marque les conditions objectives particulières d'une alliance de ces fractions avec la classe ouvrière : ces transformations, dans le sens notamment d'une « dégradation des conditions de vie » de cette petite-bourgeoise, se concentrent précisément, et pas par hasard, sur certaines fractions de celle-ci, déjà repérables dans sa détermination structurelle de classe. Ce dédoublement indique précisément qu'il ne s'agit pas là, dans ces transformations actuelles, ni d'éléments conjoncturels, ni d'éléments qui marquent *indistinctement*, comme on le soutient souvent, l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise. Si ces transformations ne signifient pas ainsi la polarisation objective de l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise vers la classe ouvrière, ils ne font que renforcer plus encore, car ils se concentrent massivement sur elles, la polarisation de certaines fractions de celle-ci.

Ces transformations se traduisent ainsi par des formes différentes du sous-ensemble idéologique petit-bourgeois, fondamentalement commun à l'ensemble de la petite-bourgeoise, dans ces fractions. En effet, l'articulation de l'idéologie bourgeoise et de l'idéologie prolétarienne aux éléments idéologiques petits-bourgeois, ne se manifeste pas de la même façon dans l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise : les transformations actuelles renforcent les éléments

prolétariens qui, déjà du fait de leur détermination structurelle de classe, sont plus forts dans ces fractions.

Insister ainsi sur ce fractionnement est doublement important. On n'a qu'à mentionner les analyses du PCF dans le contexte général du *capitalisme monopoliste d'Etat*¹. En effet, ces analyses, outre ce qui en a été déjà dit, n'introduisent pratiquement aucune *différenciation*, dans ce sens, au sein des fameuses « couches moyennes salariales ». La différenciation de ces couches entre elles est fondée sur des critères empiriques (commerce, services, fonction publique, etc.), et les changements introduits par la polarisation objective au sein même de la nouvelle petite-bourgeoise sont presque totalement absents. L'ensemble de ces couches sont censées, de leurs sommets à leurs échelons subalternes, être également touchées, et de la même façon, par la polarisation objective du côté de la classe ouvrière, de l'ingénieur à la vendeuse de grands magasins, du professeur titulaire d'université à l'instituteur vacataire, du cadre au simple employé (couches moyennes = couches antimonopolistes). Analyses qui ont des effets inverses de ceux que l'on avait signalés jusqu'ici : en ne situant pas la différence de classe entre la nouvelle petite-bourgeoise et la classe ouvrière, en laissant entendre que l'ensemble de ces « couches moyennes » balaie sous l'estime, en même temps, les changements qui s'y intercalent, et ratent par là, en recherchant l'alliance la plus large, les réelles possibilités d'alliance nouvelle entre la classe ouvrière et certaines fractions de cette petite-bourgeoise.

Mais insister sur ce fractionnement de la nouvelle petite-bourgeoise est également important pour une autre raison. On sait que la classe ouvrière elle-même ne constitue pas un ensemble « homogène », et que des différenciations souvent importantes existent entre, pour ne prendre qu'un exemple caractéristique, les ouvriers qualifiés français et les OS immigrés. Or certaines conditions d'existence de certaines fractions petites-bourgeoises se dégradent par rapport à celles de certaines couches ouvrières. Mais ceci ne doit pas masquer le fait qu'entre une vendeuse de grand magasin et un ouvrier qualifié il existe une différence décisive, bien que celui-ci puisse sous certains aspects (salaire notamment) être considéré comme « privilégié » par rapport à celle-là : une *différence de classe*, l'un étant ouvrier et l'autre petite-bourgeois, ceci ayant des effets considérables sur les possi-

¹ Les choses sont extrêmement nettes dont le *Traité* déjà mentionné, t. I, p. 226-51.

bilités d'adoption effective de positions de classe prolétariennes. Et, si j'insiste, c'est pour montrer les erreurs de toute une série de conceptions actuelles de gauche qui, par un certain emploi entièrement idéaliste du terme de « peuple » ou de « masses populaires », occultent les clivages de classe, et suivant lesquelles certains agents petits-bourgeois « prolétariens » présenteraient actuellement plus de possibilités « révolutionnaires » que certains agents ouvriers, considérés comme appartenant globalement à l'aristocratie ouvrière (ce qui est certainement faux, l'aristocratie ouvrière n'étant pas déterminée par les seuls critères économiques de l'importance des salaires, etc. : si c'était le cas, les travailleurs de Lip auraient dû être considérés comme faisant partie, par excellence, de l'« aristocratie ouvrière »¹⁾).

III

Les transformations actuelles les plus importantes dans le secteur du travail salarié non productif sont :

1) La féminisation prononcée du travail salarié non productif, liée à plusieurs facteurs, parmi lesquels l'augmentation considérable des salariés non productifs et l'entrée massive des femmes dans la « vie active » soumise à l'exploitation du travail capitaliste. En France, de 1946 à 1968, le pourcentage des femmes est resté à peu près constant dans la classe ouvrière, alors qu'il a crû d'environ 40% dans le secteur dit « tertiaire ». Vu l'imprécision prodigieuse de ce secteur « tertiaire », on peut ramener la proportion à des dimensions plus justes en se référant aux catégories socio-professionnelles, et on signalait qu'en 1954, sur 1 000 femmes actives, 486 relevaient d'une catégorie du salariat non productif, pour 563 en 1962. Toutes ces catégories faites, et en considérant cette fois l'ensemble des actifs (hommes et femmes compris), ce phénomène apparaît sous une dimension plus modeste : néanmoins on est là face à une tendance très nette²⁾ ! Mais, ceci ne s'est pas fait, et n'est pas en train de se faire, de façon uniforme. Cette pénétration des femmes a eu lieu, et ceci reste vrai à des degrés inégaux, pour l'ensemble des pays capitalistes, dans les emplois des salariés non productifs qui sont les moins qualifiés (« employés » de commerce, de bureau, de services, alors que l'

proportion des femmes parmi les « cadres moyens » reste, à peu de chose près, pratiquement stable), se situent aux places relativement subalternes dans les rapports hiérarchiques d'autorité (et ce, à des degrés encore inégaux, dans l'ensemble des branches d'activité des salariés non productifs), et enfin sont les moins payés dans l'ordre de la hiérarchie salariale. Si ce n'est pas directement la pénétration des femmes dans ce travail qui est la cause première, comme le soutiennent les théoriciens du « prestige » et du « statut » social, d'une déqualification sociale du travail intellectuel, d'une bureaucratisation de ce travail et de la diminution actuelle des différences relatives des salaires de ces travailleurs par rapport à ceux de la classe ouvrière, il ne reste pas moins que : a) ce sont les femmes qui en sont principalement les victimes, et ce, bien entendu, non pas par hasard ; b) que la pénétration massive des femmes dans ces secteurs a considérablement accentué, à son tour, ces tendances, en raison de l'exploitation, domination et oppression particulière, qui caractérisent le travail féminin comme tel, et qui ne sont que l'expression d'une division sexuelle du travail bien plus large.

Non seulement les femmes sont les principales victimes de la reproduction de la division sociale du travail au sein même du travail salarié non productif, mais ceci s'ajoute, dans leur cas, aux diverses formes de répression sexuelle dans leur travail même, dans les rapports d'exploitation et de domination politico-idéologiques. Éléments qui jouent un rôle propre, et l'on n'a qu'à mentionner le phénomène, analogique, du racisme dont sont victimes les travailleurs immigrés.

Mais la question de cette féminisation massive du salariat non productif ne peut être traitée, dans toute la complexité de ses effets, que par rapport à la structure de l'appareil familial, et notamment par rapport à la classe, mais aussi à la fraction de classe, dont relèvent ces femmes qui appartiennent à telle ou telle fraction de la nouvelle petite-bourgeoisie. On connaît par exemple l'importance négative que peut revêtir, pour les luttes des femmes dans ces secteurs, le fait que leurs salaires puissent être considérés, dans l'appareil familial, comme des salaires d'appoint du « ménage ».

Quoi qu'il en soit, cet élément, situé dans le contexte de la montée intense des femmes, aura certainement des répercussions considérables sur l'avenir proche : des exemples comme ceux, récents, en France, des Grèves des Nouvelles Galeries à Thionville, des Centres de clésques dans le cadre de la Sécurité sociale en sont les signes éclatants.

1. Sources, Recensements de la population de l'INSEE de 1954, 1962 et 1968. Voir également, R. Leparce, « Capitalisme et patriarcat », in *Critiques de l'économie politique*, nos 11-12, p. 164-59.

2. *Le rapport qui s'établit actuellement entre les salaires des travailleurs productifs (les salaires ouvriers) et les salaires des travailleurs non productifs.* Cela est généralement saisi, par de nombreux auteurs, comme tendance à la réduction des écarts entre les salaires « moyens » ouvriers et les salaires « moyens » du tertiaire, et comme perte des « privilèges salariaux », par rapport à la classe ouvrière, de l'ensemble du « tertiaire ». Mais on sait parfaitement que ces comparaisons entre les fameux « salaires moyens » ne veulent pas dire grand-chose.

Certes, il s'agit là d'une tendance générale à la réduction des écarts entre salaires du travail non productif et ceux du travail productif dans le développement élargi du capitalisme, et à la baisse des salaires du travail non productif, sur laquelle Marx avait déjà attiré l'attention, en particulier pour le secteur de la circulation (mais ses remarques peuvent être généralisées) : « Le travailleur commercial à proprement parler appartient à la catégorie des salariés les mieux payés, de ceux dont le salaire moyen se trouve au-dessus du travail moyen. Néanmoins, avec le progrès du mode de production capitaliste son salaire a tendance à baisser même par rapport au travail bureau... Ensuite, son salaire a tendance à baisser du fait que la formation professionnelle, les connaissances commerciales et linguistiques, etc., se répandent de façon toujours plus rapide, plus facile, plus générale, à meilleur compte. Cela augmente l'affluence et, par conséquent, la concurrence, dévaluant... à mesure que la production capitaliste se développe, la force de travail de ces employés de commerce... » Et l'on pourrait ajouter d'autres facteurs accentuant cette tendance, qui tiennent aux formes actuelles d'extension de l'exploitation du capitalisme monopoliste, aux formes actuelles de répartition de la plus-value entre les diverses fractions du capital et de la péréquation des taux de profit, etc.

Mais cette tendance générale, compte tenu également des facteurs politiques qui entrent en jeu dans la hiérarchie des salaires, ne se réalise pas du tout de la même façon pour l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise. Cette tendance à la réduction des écarts entre salaires « moyens » ouvriers et salaires « moyens » petits-bourgeois, amorcée déjà, avec des hauts et des bas, après la Première Guerre mondiale et entre les deux guerres, et qui, après une période de régres-

sion de la tendance en France entre 1945 et 1950¹, s'affirme actuellement, se réalise surtout par une réduction importante des écarts entre les agents qui occupent certaines places déqualifiées et subalternes de la petite-bourgeoise (employés inférieurs du commerce, des services, des bureaux, petits fonctionnaires) et certaines couches de la classe ouvrière.

En effet, il s'agit bien de la forme principale de réalisation de cette tendance, et dont les voies concrètes dépendent des facteurs politiques qui interviennent dans la hiérarchie des salaires. C'est la forme principale de réalisation de cette tendance, même dans les pays capitalistes (Grande-Bretagne, Allemagne, etc.) où cette tendance s'exprime également par une faible réduction des fourchettes de la hiérarchie salariale au sein de l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise, indiquant ainsi une réduction relative de l'écart de l'ensemble de ces salaires par rapport aux salaires ouvriers² (ce qui n'implique donc pas, bien entendu, les formes de rémunération des managers et des agents dirigeants du capital). Mais les choses se présentent différemment en France, ce qui montre nettement l'intervention des facteurs politiques. En effet, comme l'indique l'histoire récente de l'évolution des salaires jusqu'en 1968, ce sont les divers cadres moyens qui ont, au sein de la nouvelle petite-bourgeoise, bénéficié, entre 1952 et 1968, des augmentations relatives des salaires, bien plus que les autres ensembles petits-bourgeois (les « employés ») et que la classe ouvrière³. Cela fait que, en France, la classe ouvrière est moins bien payée que dans d'autres pays européens (notamment l'Allemagne et la Grande-Bretagne), mais que les échelons supérieurs de la nouvelle petite-bourgeoise (divers cadres moyens, mais également l'ensemble ingénieurs-techniciens) sont mieux payés⁴ : autrement dit, l'écart entre les salaires ouvriers et les salaires de ces échelons a en fait, pendant ces dernières années, augmenté en France. Ce qui se constate

¹ H. Marcollon, *La Rémunération des employés*, 1954. Voir également la série d'articles consacrés aux employés dans le n° 228, juillet 1973, de *Economie et Politique*.

² D. Lockwood, *op. cit.*, p. 43 sq.; R. Hamilton, *Einkommen und Klassenstruktur in BRD. In Der « neue » Arbeiter*, hg. K. Höning, 1971.

³ Sources, INSEE, « Données statistiques sur l'évolution des rémunérations salariales de 1938 à 1964 », *Études et Conjonctures*, août 1965; « Salaires, prestations sociales et pouvoir d'achat depuis 1968 », collections de l'INSEE, M 9, avril 1971; « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1969 », in les collections de l'INSEE, M 20, janvier 1973.

⁴ *Le Monde*, Dossiers et documents : « L'inégalité des revenus en France », mai 1973.

empiriquement dans l'extension tout à fait caractéristique en France de l'ventail de l'ensemble des salaires ouvriers et petits-bourgeois, est dû à cette augmentation relative particulière des salaires des « cadres moyens » car, entre 1962 et 1968, le salaire nominal annuel moyen a augmenté, pour les ouvriers, de 52 % et pour les employés de 49,6 % seulement.

Il faut voir là, pour l'essentiel, un trait de la politique générale de la bourgeoisie française et qui l'a marquée tout le long de son histoire : celui d'une recherche très particulière d'un « appui » de la petite-bourgeoisie face à la combativité et à la lutte de la classe ouvrière. Cette stratégie avait déjà été celle de la bourgeoisie française à l'égard de la petite-bourgeoisie traditionnelle après la Révolution de 1789, par le biais du « jacobinisme-radicalisme »¹ : ce qui s'est manifesté pour longtemps par un rythme considérablement plus lent d'élimination de cette petite-bourgeoisie par rapport aux autres pays mentionnés. Cette politique s'est prolongée à l'égard de la nouvelle petite-bourgeoisie : elle a eu pour premier effet le rythme de diminution des écarts des salaires entre les *échelons subalternes* mêmes de la nouvelle petite-bourgeoisie et la classe ouvrière, rythme beaucoup plus lent que pour d'autres pays capitalistes. Mais, ces dernières années, cette politique revêt une forme différente : elle se concentre sur les échelons supérieurs de cette nouvelle petite-bourgeoisie (« cadres moyens »). Vu l'exploitation nécessairement accrue du capital monopoliste sur la petite-bourgeoisie, cette politique revêt des formes particulièrement *sélectives*, mais accentuée par là même les clivages au sein de la nouvelle petite-bourgeoisie en y augmentant les fourchettes de la hiérarchie salariale : en revanche, des enquêtes tendent à montrer que, pendant la même période de temps, ces fourchettes de la hiérarchie salariale ont diminué au sein de la classe ouvrière, en particulier après l'augmentation du SMIG lors des accords de Grenelle en 1968.

Quoi qu'il en soit, on voit bien l'importance de la diminution des écarts relatifs entre les salaires de certaines fractions de la nouvelle petite-bourgeoisie et ceux de la classe ouvrière : un — ou mieux une — employé de commerce, de bureau, de services, des échelons subalternes de la fonction publique, a souvent, surtout aux débuts de sa vie professionnelle, un salaire de base inférieur à celui de beaucoup d'ouvriers qualifiés (encore est-il que la durée de travail est de 2,4 heures inférieure en moyenne pour les employés à celle des ouvriers). L'aspect le plus important de la question n'est pas ici simple-

1. *Pouvoir politique et Classes sociales*, op. cit.

ment le procès de *paupérisation relative* (rapports salaires/profits) que subissent ces fractions. (Car la classe ouvrière en est également affectée), mais ce que je désignerai comme *procès de paupérisation relationnelle* (par rapport à la classe ouvrière).

Mais, pour aller encore plus loin, et rejoindre par là la question de la féminisation des salariés non productifs, on perçoit nettement cette stratégie sélective de la bourgeoisie au sein même des fractions à polarisation objective prolétarienne de la nouvelle petite-bourgeoisie, et ses effets, dont il faut tenir le plus grand compte. S'il est exact par exemple qu'une salariée de commerce, de bureau, etc. reçoit, surtout aux débuts, un salaire inférieur à celui de beaucoup d'ouvriers hommes, il ne reste pas moins qu'elle reçoit en général un salaire considérablement supérieur à celui d'une ouvrière femme, c'est-à-dire à celui qu'elle obtiendrait si elle était dans la production. Alors que les écarts entre les salaires moyens des ouvriers et ceux des employés sont d'environ 8 à 10 %, ils sont d'environ 20 % entre les employées et les ouvrières. Autrement dit, cette paupérisation relationnelle touche beaucoup moins les femmes salariées non productives comparées aux ouvrières femmes, avec tous les effets que cela peut avoir sur ces salariées. Pour parler de façon descriptive, il se peut bien que, dans les positions de classe d'une employée, le fait de gagner moins qu'un ouvrier compte moins que le fait de gagner bien plus qu'une ouvrière.

3. *La reproduction de la division travail intellectuel/travail manuel au sein même du travail intellectuel que l'avait signalée.* Celle-ci marque des clivages au sein même de la nouvelle petite-bourgeoisie : parcellisation du savoir et standardisation des tâches dans certains de ses secteurs et échelons, divisions internes à la petite-bourgeoisie bureaucratisée entre échelons de décision et échelons d'exécution, procès de qualification-déqualification interne au travail intellectuel, lié à la « rationalisation » de leur travail, etc.

En effet, ces clivages ne sont dus que pour une part seulement à l'introduction directe du *machinisme* dans le travail de ces salariés, et ainsi à une mécanisation de leur travail (travail parcellisé). Déjà en 1930, on soutenait que cette mécanisation « accomplissait la prolétarianisation technique » du travail de ces salariés. Or, cette mécanisation, d'une part revêt des formes spécifiques dans le cas du travail intellectuel, d'autre part est loin de présenter l'extension qu'on lui attribue souvent : les machines sont ici, en général, des « auxiliaires »

Ordi's
Melles
Fechner

du travail (calculateurs, machines à écrire, machine comptables, etc.). Les cas d'une mécanisation du travail où le travailleur devient, comme le dit Marx, l'« appendice en chair de la machine », sont ici assez rares (certains cas d'emploi d'ordinateurs par exemple).

Selon Lockwood¹, ce machinisme qui introduit un travail à la chaîne au sens propre (cadences liées à un rythme « automatisé » de la machine) ne concernait, en Angleterre en 1952, que 3,5 % du nombre total des employés. Certes, ce phénomène s'est depuis étendu, mais il est net qu'il ne saurait être comparé, même de loin, à ce qui se passe dans le travail ouvrier : l'introduction dans le travail ouvrier du « progrès technique », et la « révolutionnarisation » constante des moyens de production, sont étroitement liées à la production et à l'extraction de la plus-value (plus-value relative). Mais on connaît, même ici, les obstacles sociaux — rapports capitalistes — auxquels se heurtent les progrès techniques qui sont en fait toujours soumis aux conditions sociales de la production. Il n'y a aucune raison de penser que, dans les conditions sociales actuelles du travail des salariés non productifs (division sociale travail intellectuel/manuel, baisse des salaires de ces employés, permettant à bon compte leur exploitation par le niveau des salaires, abondance croissante de cette main-d'œuvre, etc.), cette tendance de transformations technologiques pieuses jamais des proportions considérables. L'élément principal de la question est, ici aussi, le taux d'exploitation et le taux de profit : la productivité du travail ne revêt pas ici le même sens que dans la production de plus-value.

Cela dit, il ne faudrait pas non plus sous-estimer ce phénomène, car effectivement, là où il se produit, il accentue, surtout de façon indirecte, la parcellisation des tâches et du savoir, et la déqualification du travail intellectuel.

Mais, même en dehors de ces cas, le même phénomène se produit quoique sous formes différentes, notamment dans le cadre de la bureaucratisation. A l'encontre de certaines analyses qui opposent *bureaucratisation* et *mécanisation*, et n'admettent de déqualification du travail intellectuel que pour cette dernière, il faut bien voir que la bureaucratisation, qui n'est dans ce cas que l'effet de la « séparation » travail intellectuel/travail manuel, reproduit en son sein cette division : c'est ici que s'articule la « rationalisation » actuelle de ce travail, tendant à augmenter sa productivité.

1. *The Blackcoated Worker*, op. cit., p. 87 sq.

Cette déqualification du travail intellectuel se manifeste enfin, de façon massive, par l'emploi de ces agents dans des postes de travail déqualifiés, dans l'ordre du travail intellectuel, par rapport à leur formation, compte tenu pourtant des remarques que l'on a faites sur la qualification du travail intellectuel par l'appareil scolaire. Cette forme nous intéresse particulièrement : elle touche principalement les jeunes et intéresse certains ensembles de la nouvelle petite-bourgeoise (employés de commerce et de bureaux et échelons sub-alternes de celle-ci), par le biais des agents qui s'y insèrent et qui étaient espérés, par leur « qualification » scolaire, trouver un travail « supérieur ». On constate ici des phénomènes significatifs : dans la répartition des diplômes des actifs de moins de 25 ans par catégorie socio-professionnelle en 1962 et 1968 en France, on voit que la proportion, parmi les employés, de ceux qui possèdent le baccalauréat est passée de 10,5 à 21,6 % (pour les ouvriers de 3,5 à 6,2 %), de ceux qui possèdent un diplôme supérieur au bac de 4,8 à 8,1 % (pour les ouvriers de 2,5 à 4 %). Si l'on tient compte des autres éléments de l'enquête, on voit nettement que même un jeune titulaire d'un diplôme universitaire, a beaucoup moins de chances en 1968 d'être cadre supérieur ou même cadre moyen qu'en 1962. Cette démonétisation des diplômes, liée en fait à la déqualification du travail intellectuel, contribue également à limiter les possibilités en promotion interne de ces agents.

4. Une coordonnée supplémentaire concerne les conditions actuelles de chômage dans le travail intellectuel. On ne possède pas encore, à ce sujet, d'informations suffisantes : ce phénomène constitue, dans ses formes et son importance massive, un phénomène relativement nouveau, apparu ces dernières années dans la plupart des pays capitalistes. En fait, le phénomène de chômage des salariés non productifs a commencé à revêtir des proportions importantes après la crise de 1930, et est entré depuis lors dans les conditions d'existence de ces agents sur le marché du travail. Mais ce phénomène n'avait nulle part revêtu dans le passé, et de loin, l'importance qu'il a dans la classe ouvrière comme *armée de réserve industrielle*.

On voit se passer comme si l'on assistait, ces dernières années, pour la plupart des pays capitalistes développés, à la constitution d'une effective armée de réserve intellectuelle dépassant les simples

1. Cf. Delcourt, « Les jeunes dans la vie active », in *Economie et Statistiques*, INSEE, n° 18, déc. 1970, p. 10 sq.
2. SR, Ledrut, *La Sociologie du chômage*, 1966.

phénomènes conjoncturels : ce qui ne saurait surprendre, vu l'investissement massif des secteurs du travail non productif par le capital monopoliste. En France, selon une enquête sur l'emploi en 1972, le pourcentage de chômeurs était de 2,1 % chez les ouvriers, 2,3 % chez les employés, 1,4 % chez les cadres. Entre 1971 et 1972, cette proportion était stable pour les ouvriers, mais passait de 2,0 à 2,3 % pour les employés, et de 1,1 à 1,4 % pour les cadres moyens¹.

Mais l'extension récente de ce chômage fait qu'il se manifeste principalement, sous ses formes nouvelles, chez les jeunes particulièrement destinés, par leur formation scolaire, au salariat du travail intellectuel. Certes, il ne faut pas perdre de vue que ce chômage des jeunes (les moins de 25 ans plus ceux qui sont entrés récemment dans la vie active), plus important que pour les adultes, frappe à la fois des ouvriers et les fractions de la nouvelle petite-bourgeoisie. Mais, déjà au niveau du chômage *pur et simple*, on constate des phénomènes significatifs. Dans l'enquête de l'INSEE, parmi l'ensemble des jeunes chômeurs de moins de 25 ans en 1972, la proportion par exemple des titulaires de CAP était de 17,6 %; celle des titulaires de baccalauréat 3 %, celles des diplômés de l'enseignement supérieur 0,6 %. En 1968, la proportion, dans l'ensemble de la population active (y compris les chômeurs) de moins de 24 ans, des titulaires de CAP était de 19 %, celle des titulaires de baccalauréat de 3,3 % et des diplômés du supérieur de 0,8 %². Certes, il faudrait tenir compte ici du décalage des dates de ces deux séries comparées, mais il ressort pourtant, *comme tendance*, que les titulaires du baccalauréat et de diplômes de l'enseignement supérieur sont *sur-représentés* parmi les jeunes chômeurs par rapport aux titulaires de CAP. Ce qui constitue une modification remarquable par rapport au passé encore récent.

Mais ce qui importe encore plus, ce sont les diverses et multiples formes de *chômage camouflé* qui prévalent parmi ces jeunes : divers types de sous-travail, de travail noir, de travail temporaire et vacataire, etc. Inutile d'insister sur le phénomène, considérable actuellement, de jeunes échappant à toute grille statistique, dont le nombre est évalué en France entre 300 et 500.000, vivant de divers expédients artisanaux ou de divers menus services, qui sont volontiers présentés par les divers idéologues comme les « marginaux » (*drop-outs*) refusant, par conviction intime, le « travail aliéné » actuel.

1. Les collections de l'INSEE, « Démographie et Emploi », n° 19, p. 76 et 87. Bien entendu, vu la prodigieuse manipulation officielle des chiffres sur le chômage, ceux-ci ne doivent être retenus que comme simples indices de tendance.

2. *Économie et Statistiques*, n° 18, *op. cit.*

5. Enfin, des transformations importantes surgissent dans les conditions de vie de ces employés salariés en dehors de leurs rapports de travail. Le capital investit actuellement, de façon directe, l'ensemble des secteurs « en dehors » des rapports économiques de travail au sens strict, concernant soit la reproduction de la force de travail (urbanisation, logement, transports, etc.), soit les domaines de non-travail (loisirs, « temps libre », etc.). Qui plus est, vu la subordination actuelle, dans le procès de concentration du capital, de la sphère de consommation au capital financier, celui-ci impose des modes de consommation collective des produits-marchandises. Or il faut tenir compte, ici, d'une part que la soumission directe de ces rapports au capital se fait sous la domination des rapports idéologico-politiques, par lesquels le capital reproduit les divisions au sein des classes exploitées et dominées (dans l'urbanisation, le logement, les loisirs, etc., le capital a pour but politique de séparer cette nouvelle petite-bourgeoisie de la classe ouvrière); mais, d'autre part : a) que certaines fractions de la nouvelle petite-bourgeoisie perdent massivement, et de façon accélérée, leurs privilèges salariaux par rapport à la classe ouvrière; b) que la nouvelle petite-bourgeoisie est particulièrement sensible, dans la mesure où elle vit ses rapports mêmes au travail en dehors de la production, aux conditions dont il est ici question : on connaît notamment l'importance des modèles de consommation pour la nouvelle petite-bourgeoisie; c) que les femmes, présentent une particularité à cet égard, dans la mesure où leur exploitation au travail est doublée par l'accumulation des « tâches domestiques » dans l'appareil familial.

On a donc toutes les raisons de penser, et des analyses plus précises tendent à le démontrer, que l'articulation de ces coordonnées renforce actuellement les clivages, au sein de la nouvelle petite-bourgeoisie, dans les secteurs autres que leurs rapports de travail, en agissant dans le sens d'une polarisation objective renforcée de certaines fractions de celle-ci vers la classe ouvrière : les conditions de vie — la « qualité de la vie » — se sont progressivement dégradées, toujours de façon relative, c'est-à-dire *relationnelle*, pour ces fractions. On constate ainsi que les luttes de classe dans ces secteurs, et autour des objectifs les concernant (luttes urbaines par exemple, la nouvelle petite-bourgeoisie étant massivement concentrée, comme la classe ouvrière, dans des agglomérations urbaines), matérialisent souvent,

1. Entre autres, Fr. Godard, « De la notion de besoin au concept de pratique de classe », in *la Pensée*, n° 166, déc. 1972; M. Castells, *Luttes urbaines*, 1973.

et de façon particulièrement nette actuellement, des alliances de classe entre ces fractions et la classe ouvrière.

Mais, pour important qu'il soit, je n'entrerais pas dans l'examen de cet aspect de la question; s'il est évident que ces coordonnées n'existent qu'en *unité* avec les rapports de production et les rapports du procès de travail, unité résidant non pas simplement dans la reproduction de la force de travail *mais dans le procès de reproduction d'ensemble des rapports sociaux* (des rapports de classe), il ne reste pas moins vrai que le rôle déterminant revient aux rapports de production¹.

2. Les fractions de classe de la nouvelle petite-bourgeoise

En tenant ainsi compte à la fois des clivages induits au sein de la nouvelle petite-bourgeoise par sa détermination même de classe, et de ces transformations actuelles (les deux se recouvrant le plus souvent), on peut délimiter les fractions de la nouvelle petite-bourgeoise.

La nouvelle petite-bourgeoise étant précisément polarisée, dans la lutte des classes, entre la bourgeoise et la classe ouvrière, c'est par rapport à cette polarisation qu'il faut saisir son fractionnement: je ne m'occuperai donc ici que de saisir les fractions de la nouvelle petite-bourgeoise qui sont nettement polarisées, dans leurs déterminations de classe et les transformations actuelles qui les affectent vers la classe ouvrière, en me limitant, pour les autres fractions, aux analyses ci-dessus. Ce qui ne signifie donc pas que les autres fractions petites-bourgeoises fassent pour autant partie de la bourgeoise, pas plus que les fractions dont il sera question ici ne deviennent, pour autant, partie de la classe ouvrière; ceci ne veut donc pas du tout dire que les autres fractions doivent être considérées comme vouées une fois pour toutes, aux ténèbres extérieures.

1. Enfin, je n'entrerais pas non plus ici dans l'examen des éléments de la conjoncture qui affectent actuellement la nouvelle petite-bourgeoise. Mais les analyses ci-dessus, qui situent sa détermination de classe et les transformations actuelles dans l'ensemble de la division sociale du travail, permettent précisément de saisir l'importance des divers éléments de la conjoncture à cet égard. Un des éléments décisifs, vu la place spécifique de la nouvelle petite-bourgeoise dans les rapports politico-idéologiques et les particularités du sous-ensemble idéologique petit-bourgeois, consiste dans la crise idéologique affectant actuellement la bourgeoise, crise qui se répercute directement dans cette petite-bourgeoise (et qui a des effets propres sur ses positions de classe). Mais cette crise idéologique n'affecte pas non plus l'ensemble de la nouvelle petite-bourgeoise de façon uniforme: ses effets suivent les clivages internes de sa détermination de classe.

Les fractions dont il sera question sont donc celles qui présentent les conditions objectives les plus favorables pour une alliance tout à fait particulière avec la classe ouvrière et sous sa direction, alliance qui est actuellement d'une importance décisive. Leurs déterminations de classe les incluent dans le camp petit-bourgeois objectif polarisé, et de façon nette, vers la classe ouvrière. Mais ce camp petit-bourgeois à polarisation prolétarienne n'est pas lui-même unifié; il est précisément fractionné: il se polarise lui-même vers la classe ouvrière, en raison de l'hétérogénéité des conditions de vie et de travail des agents petits-bourgeois, souvent par des *renforcements spécifiques* et par des aspects particuliers. C'est dans ce sens qu'il faudrait parler de fractions à polarisation prolétarienne de la nouvelle petite-bourgeoise, dessinées par l'ensemble de leurs déterminations de classe, et non, purement et simplement, comme on le fait parfois, de la partie à polarisation prolétarienne de celle-ci, même si ces fractions présentent, dans leur ensemble, un clivage principal avec les autres fractions petites-bourgeoises, dans la mesure où elles se situent dans le camp à polarisation prolétarienne. Cette situation s'exprime au niveau des positions de classe dans la conjoncture: cette « partie » de la nouvelle petite-bourgeoise ne saurait avoir d'unité politique propre dans la conjoncture, mais ne peut être unifiée qu'en s'unissant à la classe ouvrière sous l'hégémonie et la direction de celle-ci.

C'est précisément dans ce sens qu'il faut saisir ces fractions-clivages dans le camp à polarisation prolétarienne de la nouvelle petite-bourgeoise, c'est-à-dire dans le sens de *voies spécifiques* de cette polarisation. En effet, il ne s'agit pas non plus, comme on le fait parfois actuellement, d'entreprendre une classification typologique où l'on chercherait ces différences par une « mesure » du « degré », au sens strict, de leur polarisation objective prolétarienne. Non que des « inégalités » n'existent pas entre ces fractions: mais la question se règle directement par la lutte de classe dans des conjonctures déterminées, les positions de classe effectives de ces fractions ne pouvant être réduites à ces inégalités, car ces fractions sont déjà situées dans le camp à polarisation objective prolétarienne. Bref: s'il est vrai qu'un petit instituteur et une vendeuse de grand magasin, tout en faisant partie du même camp, appartiennent néanmoins (et c'est important) à des fractions différentes de celui-ci, et sont polarisés par des voies spécifiques vers la classe ouvrière, il est néanmoins vain d'en déduire, mécaniquement, « plus de chances » pour l'un que pour l'autre d'avoir des positions prolétariennes suivant les inégalités dans leur polarisation objective.

b) mais d'autre part, que ces modifications « actuelles » ne se traduisent pas automatiquement, loin de là, par des positions de classe qui rapprochent ce secteur de la classe ouvrière. Il est évident que les difficultés caractéristiques de cette petite-bourgeoise commerciale ne sont pas entièrement nouvelles; elles pesaient déjà considérablement sur elle lors des mouvements fascistes de celle-ci en Europe; et en étaient même, très exactement, une de leurs causes; ce fut également le cas en France pour le mouvement poujadiste. Certes, les bases objectives d'un appui de cette petite-bourgeoise à la bourgeoisie deviennent, en dépit des soubresauts tels que la récente « loi Royer », de plus en plus minces; mais ce serait ignorer que, dans les cas de fascismes non plus, cet appui de la petite-bourgeoise à la bourgeoisie ne fut marqué par des concessions réelles de celle-ci à celle-là, la petite-bourgeoise ayant été (avec la paysannerie pauvre) la principale victime économique du fascisme; les facteurs idéologiques et politiques conservent ici un poids décisif.

En effet, il faut rappeler, vu l'importance actuelle du problème, qu'il ne s'agit pas ici du capital non monopoliste et autres « petits patrons », mais des agents qui n'exploitent pas, au moins pas principalement, du travail salarié, et qu'on ne peut pas identifier cette petite-bourgeoise au capital tout court en la considérant comme une bourgeoisie « plus petite » que les autres (différenciations qui sont en fait souvent occultées par les statistiques officielles). Ce serait commettre l'erreur exactement inverse que celle du PC qui, lui, considère pratiquement le capital non monopoliste comme faisant partie de cette petite-bourgeoise. Soit le signe de l'amalgame du type PME, et sous le terme de « petit capital » on est conduit, ici à une extension des alliances de la classe ouvrière au capital non monopoliste (à certaines parties de la bourgeoisie), en incluant ce capital à la petite-bourgeoise; là, à une restriction a priori des alliances, en incluant cette petite-bourgeoise au capital, et en négligeant ses possibilités, selon les conjonctures, d'alliance avec la classe ouvrière. Il ne reste pas moins vrai que, dans le cas de cette petite-bourgeoise (petit commerce en particulier), ces possibilités paraissent certainement plus limitées que dans le cas des fractions à polarisation objective prolétarienne de la nouvelle petite-bourgeoise, du *salariat* non productif; et ce, non seulement pour des raisons économiques (petite propriété), mais également pour des raisons politico-idéologiques tenant, entre autres, à la tradition historique des luttes de classe en France.

1. Voir ci-dessus, p. 163 sq.

XI. CONCLUSION :

LES PERSPECTIVES POLITIQUES

On peut ainsi essayer de tirer certaines conclusions. Et je commencerai par le premier point important : force est de constater que, jusqu'ici et dans les pays européens, pour ne parler que de ceux-là, la polarisation des positions de classe de ces fractions petites-bourgeoises ne recouvre pas la polarisation objective qui conjugue aux transformations actuelles, marque leur détermination de classe. Autrement dit, on ne constate pas encore de matérialisation d'une alliance de parties importantes de ces fractions avec la classe ouvrière sur des objectifs précis d'une révolution socialiste : ce qui est net dès lors qu'on ne confond pas le processus révolutionnaire et les divers gouvernements sociaux-démocrates.

La question est décisive, notamment en France, et concerne en fait, au tout premier chef, la nouvelle petite-bourgeoise. On a beau répéter de façon incantatoire les dogmes de l'alliance « privilégiée » ouvriers-paysans, les faits sont là, et il faut s'y faire : d'une part, il s'agit de secteurs qui sont destinés à augmenter encore considérablement dans les pays capitalistes développés, et à avoir un rôle très important dans la reproduction des rapports sociaux, donc aussi dans leur révolutionnarisation; d'autre part, les classes populaires des campagnes, en particulier la petite paysannerie parcellaire, sont inéluctablement condamnées, dans l'ensemble des pays européens avancés et à des degrés certes inégaux, à une diminution rapide à la fois de leur poids social et de leurs agents : la France a fourni ces dernières années l'exemple tout à fait caractéristique d'un rythme prodigieusement précipité de cette diminution.

J'ai même jusqu'à affirmer, quitte à être taxé d'hérésie, qu'il s'agit là d'une chance historique de révolution socialiste, tout particulièrement en France. En effet, il faut encore rappeler le phénomène évident, qui a marqué l'histoire des luttes de classes en France : la paysannerie française, y compris la petite paysannerie parcellaire,

fut un des principaux remparts de l'ordre bourgeois, et un des principaux obstacles à la révolution socialiste dans un pays marqué par la combativité exceptionnelle et exemplaire de la classe ouvrière. Le su, par une série de compromis importants, s'appuyant sur la petite propriété paysanne dont le soutien, aux tournants décisifs de la lutte des classes, ne lui fit presque jamais défaut. Des deux Bona-parte à la Commune, à la crise d'après la Première Guerre mondiale, au Front Populaire et au gaullisme, la liste serait longue. D'un autre côté, l'échec historique des directions de la classe ouvrière fut de n'avoir pas pu, ou su, forger et cimenter une alliance révolutionnaire d'ouvriers-paysans en France, sauf probablement, pour une partie de la petite paysannerie, pendant la Deuxième Guerre mondiale et la Résistance. Et il ne s'agit ici en aucun cas d'établir des responsabilités, mais de constater les faits. La petite paysannerie française a payé aujourd, et elle n'a pas fini de payer, son soutien à la bourgeoisie contre la classe ouvrière : mais la classe ouvrière l'a payé aussi. On a certes des raisons de penser que ce qui reste de cette petite paysannerie réussira à prendre conscience de ses véritables intérêts de classe, encore que son attitude, précisément tout le long du processus de son élimination précipitée ces dernières années, montre que le poids du passé, à quelques exceptions près, pèse encore très lourd sur elle. Mais, bien que cette alliance reste toujours *très importante*, on peut dire que, de toute façon, les jeux sont en quelque sorte déjà nœuds. L'horizon à cet égard, ce n'est plus tellement la paysannerie parcellaire elle-même, comme classe des campagnes, mais les enfants des paysans qui, expulsés de la terre, travaillent dans les usines et dans les villes, ainsi que les « paysans travailleurs ».

Ainsi, le développement massif du salariat des villes et de la nouvelle petite-bourgeoisie, articulé à la polarisation objective prolétarienne de ses fractions qui englobent la grande majorité de ces salariés, constitue la nouvelle chance historique de la révolution socialiste en France. Ce n'est pas que la bourgeoisie française n'ait pas essayé et n'ait pas réussi pendant longtemps, à s'appuyer également sur la petite-bourgeoisie des villes : le phénomène, entre autres, du jacobinisme-radicisme en témoigne. Mais ces essais ont été couronnés de succès surtout en ce qui concerne la petite-bourgeoisie traditionnelle, ce qui participe du phénomène général de l'appui, pendant longtemps, de la bourgeoisie française sur la petite production et la petite propriété. L'appui dont elle s'était assurée auprès de la nouvelle petite-bourgeoisie, et qui fut toujours relativement limité, s'est traduit

de façon spécifique : sous la forme du radicalisme républicain précisément, la nouvelle petite-bourgeoisie française n'ayant guère été atteinte par des mouvements de masse fascistes, comme ce fut le cas pour certains pays capitalistes avancés.

Or, dans le procès actuel du capitalisme monopoliste, ce sont les bases objectives mêmes de cet appui qui sont minées, et ce de façon radicale pour les fractions mentionnées de la nouvelle petite-bourgeoisie, fractions qui présentent précisément un développement important. C'est là une cause fondamentale de la crise hégémonique larvée qui affecte actuellement la bourgeoisie française (et pas seulement elle d'ailleurs) et qui peut avoir des effets décisifs.

Elle peut se traduire par une alliance de la classe ouvrière et de ces fractions de la nouvelle petite-bourgeoisie dans un processus prolongé, c'est-à-dire ininterrompu et par étapes, de révolution socialiste : cela veut dire en clair qu'elle n'aura pas nécessairement ces effets. Il faut se débarrasser une fois pour toutes des illusions qui ont souvent bercé le mouvement révolutionnaire, tout le long de son histoire, et selon lesquelles une polarisation objective prolétarienne de la détermination de classe ne saurait qu'amener nécessairement, à terme, une polarisation des positions de classe.

On vient ainsi au deuxième volet de la question : cette polarisation de la nouvelle petite-bourgeoisie vers des positions de classe prolétariennes dépend, en un sens, du rapport de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Une des caractéristiques de l'« oscillation » propre à la petite-bourgeoisie c'est qu'elle est polarisée, dans le rapport stratégique des deux forces principales des formations capitalistes, vers la bourgeoisie et le prolétariat, et qu'elle a d'autant plus tendance à adopter les positions de classe prolétariennes que la classe ouvrière est elle-même plus forte dans son rapport à la bourgeoisie. Mais le noyau du problème c'est que, précisément, le rapport des forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière ne peut lui-même être radicalement modifié qu'au fur et à mesure de l'établissement des alliances de la classe ouvrière avec les autres classes, et fractions de classe, populaires, donc au fur et à mesure de la cimentation du « peuple » contre la bourgeoisie.

Ce qui nous amène à une deuxième constatation : cette polarisation de la nouvelle petite-bourgeoisie vers des positions de classe prolétariennes dépend pour l'essentiel de la stratégie de la classe ouvrière, et de ses organisations de lutte de classe, à son égard. En effet, la petite-bourgeoisie n'a pas de position de classe autonome à long terme et ne peut en général pas, l'histoire l'a montré, avoir d'organisations politiques propres : des partis politiques petits-bourgeois au

sens rigoureux, c'est-à-dire des partis représentant effectivement, à long terme et de façon dominante, les intérêts spécifiques de la petite-bourgeoise, ont rarement existé. En revanche, ce que l'on rencontre le plus souvent, ce sont des partis bourgeois à clientèle petite-bourgeoise (mais aussi ouvrière), à savoir des partis représentant, de façon prédominante, des intérêts bourgeois, mais sachant se ménager l'appui de la petite-bourgeoise.

Ces éléments sont d'une grande importance. En fait, la polarisation de la petite-bourgeoise vers des positions de classe prolétariennes dépend de la représentation et non simplement de la « prise en charge » — comme un boulet qu'on traîne au pied —, de la petite-bourgeoise par les organisations de lutte de classe de la classe ouvrière elles-mêmes. Cette polarisation dépend ainsi pour l'essentiel de la stratégie de ces organisations, unifiant le peuple dans le processus de la lutte de classes et des alliances, sous l'hégémonie de la classe ouvrière. Cette dépend donc de la direction de la classe ouvrière dans l'alliance populaire.

Il s'agit en effet d'un processus ininterrompu et par étapes : il ne s'agit pas du « grand soir » que la classe ouvrière aurait provoqué seule, quitte à espérer qu'à ce moment-là la petite-bourgeoise au mieux basculerait de son côté, au pire serait neutralisée. Ce qui implique que ces fractions petites-bourgeoises ne doivent pas être considérées comme naturellement et par essence immuables, ne pouvant être acquises à la cause de la classe ouvrière que sur le mode simple de « compromis » et de « concessions » à leur égard.

Cela veut dire, d'une part, que l'unité populaire sous l'hégémonie de la classe ouvrière ne peut être fondée que sur la différence de classe des classes et fractions qui font partie de l'alliance : cette unification est contemporaine à la solution, par étapes, des « contradictions au sein du peuple ». Mais, d'autre part, il s'agit bien d'un processus d'unification et d'un processus d'établissement de l'hégémonie de la classe ouvrière au sein de ces classes et fractions, celles-ci étant elles-mêmes transformées dans les luttes qui, par étapes, marquent ce processus, en se plaçant ainsi sur les positions de classe de la classe ouvrière. Ces positions ne sont elles-mêmes constituées qu'au fur et à mesure de l'établissement de cette alliance et de cette hégémonie, non pas sur le mode de concessions, au sens propre, de la classe ouvrière à ses alliés pris tels qu'ils sont, mais par l'établissement d'objectifs qui, dans les luttes ininterrompues et par étapes, sous sa direction, peuvent les transformer, compte tenu de leur propre détermination de classe et de la polarisation spécifique qui les marque

CONCLUSION : LES PERSPECTIVES POLITIQUES

J'ai conscience du caractère indicatif et lapidaire de ces remarques; mais elles ne visent qu'à situer le vrai problème, sans pour autant prétendre constituer une réponse à la question : alors, que et comment faire? Outre qu'il ne m'appartient pas de fournir la réponse à cette question qui est au centre du débat actuel sur la stratégie révolutionnaire, ce ne fut pas non plus l'objectif de ce texte. En effet, il aurait fallu, entre autres, entreprendre une étude, sous cet aspect, de l'histoire et des expériences du mouvement ouvrier et révolutionnaire international, de ses organisations, des conceptions, et de leurs tourments, sur les questions du processus révolutionnaire, de l'organisation (parti-syndicats), des alliances, etc., enfin cerner de plus près le sens, et les fondements, de l'idéologie et des courants social-démocrates. Mon objectif, dans ce texte, fut de contribuer à la connaissance plus précise de ces alliés, de leurs déterminations objectives et des luttes qui se mènent actuellement, tout en essayant, au fur et à mesure, de tirer des enseignements et de mettre en garde contre certaines conceptions théorico-politiques actuelles. C'est parce que je suis convaincu qu'il est grand temps d'avancer davantage dans ces connaissances et enquêtes précises, si ardu que soit le chemin. Sans ces connaissances, les diverses stratégies élaborées risquent, au mieux, de rester lettre morte; au pire, de conduire à de graves défaites.

l'union, plus?